

CULTIVONS LE FUTUR#02

PENSER - AGIR - CONSTRUIRE ENSEMBLE



Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

PRINTEMPS 2019

TRANSITION

UNIVERSITÉ EN TRANSITION • INCLUSION SOCIALE
INITIATIVES CITOYENNES • GESTION DES DÉCHETS

[ECLOSIO.ORG](http://eclosio.org)



03 ÉDITO

RÊV'ÉVOLUTION!
CLAIRE WILQUET



04 RÉFLEXION

LE LABEL, OUTIL CONTRASTÉ DU COMMERCE ÉQUITABLE
AURÉLIA BESSEMANS



06 DOSSIER

TRANSITION

**06 TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ENSEMBLE
AU DÉPART DU NIVEAU LOCAL**
JOSUÉ DUSOULIER

**17 TRI DES DÉCHETS À L'ULIÈGE: PETIT PAS
PAR PETIT PAS, UNE ACTION COLLECTIVE**
MARINE BOTILDE

**09 POUR QUE NOS TRANSITIONS
NE DEVIENNENT PAS DÉRISOIRES**
PHILIPPE DE LEENER

**19 L'UNIVERSITÉ: LABORATOIRE
DE LA TRANSITION**
RAQUEL GOMEZ

**13 LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION:
JUSQU'OUÛ L'INCLUSION?**
SCOTT FONTAINE



21 FOCUS SUR

FOCUS MULTI-ACTEURS SUR LES MANGROVES
PIERRE COLLIÈRE



24 INTERNATIONAL

**RÉHABILITATION DES PERSONNES DÉPLACÉES EN RAISON DU CLIMAT
L'EXPÉRIENCES DE FRIENDSHIP-BANGLADESH**
PIERRE SCHMITZ & STÉPHANE VAN HAUTE



RÊV'ÉVOLUTION!

Ne nous étendons pas sur les constats (déprimants, révoltants et anxiogènes) des dysfonctionnements de nos sociétés, tenons nous en aux conclusions: il est temps de changer de système. Mais pour quoi d'autre? Quelle organisation sociale et économique pourrait-être plus juste? Plus durable? C'est ici que le rêve entre en jeu. À nous, d'imaginer une société désirable, en respect avec notre écosystème, où chacun aura sa place.

Rêver oui, mais pas après un grand soir, pas de révolution au programme, mais une multitude d'expérimentations, de petits et de grands pas qui feront évoluer notre société.

Rêver encore mais pas question de s'endormir. Au contraire il faut rester vigilant et se poser sans cesse la question: ce que nous sommes en train de mettre en place est-il bien une révolution, où sous des airs de nouveauté n'est-on pas en train de reproduire le système actuel et ses inégalités? Tout un programme auquel chacun, individuellement et collectivement nous pouvons prendre part. Et notre Université, est-elle prête à la rêv'évolution? 🌱

**CLAIRE WILQUET,
ECLOSIO**



Eclósio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Avec le soutien de:



Belgique
partenaire du développement



ÉDITEUR RESPONSABLE

VALÉRIE WAMBERSY

COORDINATRICE DU MAGAZINE

CLAIRE WILQUET

UNIVERSUD-LIÈGE ASBL

TRAVERSE DES ARCHITECTES 2
BÂTIMENT 3
4000 LIÈGE
INFO@UNIVERSUD.BE

EN COLLABORATION AVEC ECLOSIO

PASSAGE DES DÉPORTÉS 2
5030 GEMBLoux
INFO@ECLOSIO.ORG
WWW.ECLOSIO.ORG

DESIGN & MISE EN PAGE

MATHIEU RÛTIMANN
WWW.PEPUPE.BE

COMITÉ DE RÉDACTION

R. BRAHY, C. BROUWEZ, L. DEUTSCH,
É. DESSY, JJ GRODENT, J. HAMERS,
JM LAFLEUR, M. LUCENO,
B. MACCATORY, N. MOULA,
M. MOUTSCHEN, P. OZER, G. PIROTTE,
G. ROMMELAERE, P. VINCENT,
L. COURARD, V. WAMBERSY,
C. WILQUET

Cette œuvre est mise à disposition
sous licence Attribution 2.0 Belgique.
Pour voir une copie de cette licence, visitez
<http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/be/>





LE LABEL, OUTIL CONTRASTÉ DU COMMERCE ÉQUITABLE

La prise de conscience des dysfonctionnements du commerce international et son impact sur les petits producteurs a fait émerger, un commerce parallèle : le commerce équitable. Ce commerce a pour objectif de garantir aux producteurs du Sud un revenu décent.

Une étude réalisée chez les jeunes de 22 à 29 ans, Selon Quienart A., Jacques J. et Jauzion-Graverolle C. (2007), montre que la consommation éthique et équitable est une forme d'engagement politique : il importe à ces consommateurs que leurs actions concordent avec leur discours, leurs achats sont l'expression de leurs opinions. Au fil du développement du commerce équitable, sont apparus les labels, logos permettant aux consommateurs d'être informés que le produit possède les caractéristiques éthiques relatives à sa production ou à sa composition. Ce logo fait référence à un cahier des charges préétabli sur des critères économiques, sociaux, de gouvernance, d'autonomie des producteurs, environnementaux, de sensibilisation et d'éducation. Pour la filière labélisée, le fonctionnement est le suivant : des entreprises s'engagent à respecter des termes de référence précis (conditions de travail, paiement d'un prix juste), et à s'approvisionner auprès de producteurs du Sud agréés par l'organisme de labellisation, pour pouvoir apposer sur leurs produits le logo du label.

Ce logo a évidemment un coût, celui du contrôle qui permet la certification. Le produit labellisé peut ensuite être vendu dans tous les points de vente. On qualifie ces organisations de « réformatrices », elles adoptent de plus en plus les stratégies de gestion et de marketing des entreprises présentes sur le marché conventionnel. En Belgique, le label Fairtrade, anciennement Max Havelaar, fonctionne selon ce schéma.

“
**LE LABEL
 N'EST PAS BON OU MAUVAIS EN SOI,
 MAIS DÉPEND LA LOGIQUE
 QUI LUI EST INVESTIE**
 ”

LES LIMITES DU LABEL

Certains militants du mouvement et certains chercheurs craignent toutefois que le commerce équitable via les labels, devienne un pur produit de marketing qui augmente les exigences envers les producteurs du Sud. On en viendrait presque à s'inquiéter de cette production grandissante.

En effet, malgré la bonne volonté des consommateurs dans leur initiative d'achat de produits équitables, ils ne se rendent pas compte qu'en demandant un produit dont la production répond à un cahier des charges précis, supérieur aux produits du système convention-

nel, ils engendrent une augmentation des exigences envers les producteurs du Sud. Pour pouvoir répondre à ces exigences, les producteurs sont obligés de se réunir sous forme de coopératives. Ces coopératives pouvant se permettre d'être dans la filière labélisée, n'intègrent pas toujours les petits producteurs marginalisés. On reste alors, malgré tout, dans une logique de consommation conventionnelle, non éthique.

Par ailleurs, le fait que les entreprises de commerce traditionnel trouvent un intérêt à faire du commerce équitable, notamment pour s'inscrire dans une logique de responsabilité sociétale, risque de n'être qu'une démarche de façade, une stratégie marketing pour appâter le consommateur responsable. Au vu de l'intérêt croissant des consommateurs pour les produits du commerce équitable, les entreprises qui souhaitent redorer leur blason et en même temps améliorer leur rentabilité, proposent des produits labélisés, une niche qu'il faut saisir afin de ne pas perdre de part de marché...

D'un autre côté, cette ouverture du commerce conventionnel vers les produits équitables permet qu'ils ne soient plus uniquement destinés à un cercle fermé de consommateurs, mais accessibles à un plus grand nombre de consommateurs touchés et sensibilisés.



Ce n'est pas tout, Gendron, Lapointe, Champion, Belem et Turcotte (2006) se basant sur les travaux de Lipovestky (2002), De Bartha (1990), Hoffman, se rejoignent sur l'idée qu'au-delà du fait de faire bonne figure auprès des consommateurs et de les attirer grâce à un discours sur l'éthique et la responsabilité sociale, cela leur confère également une bonne relation avec la société civile et les autorités publiques. *In fine* lorsqu'il y a lieu de mener des négociations sur la valeur des produits sur les marchés internationaux, les entreprises de commerce conventionnel s'assurent d'avoir davantage de pouvoir notamment dans la manipulation de ces prix, en faisant pression pour que ceux-ci soient diminués, ce qui est en contradiction avec l'idée du paiement d'un prix juste aux producteurs Sud. Peut-on s'étonner que les entreprises restent fidèles à leur objectif premier, le profit? Dans ce cas le commerce équitable, perd son sens. Le côté militant de ce mouvement se retrouvent, au service du commerce traditionnel. Cela dit, il faut bien garder en tête que le label est un outil qui est utilisé par différents acteurs pour répondre à leurs objectifs. Des objectifs différents en fonction de l'acteur - commerces conventionnels, producteurs sud. Le label n'est donc pas bon ou mauvais en soi, mais dépend la logique qui lui est investie. C'est dans ce sens que l'explique un responsable politique chez Oxfam que nous avons rencontré. Premièrement il nous explique que pour l'ONG « une certification ou un système de certification, un label c'est toujours un moyen et jamais une fin en soi ». Le label Fairtrade est un partenaire privilégié même si effectivement Oxfam et Fairtrade Belgium n'utilisent pas toujours les mêmes stratégies.

Le fait que Fairtrade ait des projets sociaux est tout à fait en accord avec les valeurs d'Oxfam.

A contrario, il affirme que le but de Fairtrade est d'augmenter le part de marché des produits équitables ce qui n'est pas le cas d'Oxfam. Le partenariat permet à Oxfam de faire pression afin que toutes les conditions Fairtrade soient effectivement respectées par le label notamment celle d'un prix juste qui n'est pas toujours en accord avec le fait de vendre plus. Les consommateurs ne faisant pas toujours la différence entre les produits Oxfam et ceux labélisés Fairtrade Oxfam adopte un rôle de vigilance et exige de Fairtrade d'être plus stricte sur les règles qui régissent le commerce équitable.

À l'instar d'Oxfam, il ne faut pas se contenter du logo mais se renseigner sur la philosophie et les stratégies utilisées par les labels auxquels on fait confiance. Il y en a effectivement de plus en plus, et ils n'observent pas tous la même rigueur quant à leurs règles et exigences. L'idée de transparence n'est plus très claire, retracer de A à Z le parcours des produits issus du commerce équitable labélisé devient très compliqué.

QUELLES SONT LES ALTERNATIVES POSSIBLES ?

Les réponses peuvent être proches de nous, les circuits courts prennent de plus en plus d'ampleur, via les achats directs à des producteurs locaux. Dans ce cas, on ne parle plus de commerce équitable Nord-Sud mais plutôt de commerce équitable Nord-Nord. En ce qui concerne le commerce international, les circuits courts existent également.

Non en termes de distance mais en termes de réduction des intermédiaires, on parle alors de filière intégrée. Celle-ci constitue le mode d'organisation historique du commerce équitable, dans lequel tous les acteurs du producteurs aux distributeurs sont spécialisés dans le commerce équitable. On identifie les organisations présentes dans cette filière comme des « révolutionnaires » qui refusent d'adopter les méthodes de gestions des entreprises issues du marché conventionnel car c'est justement ce qu'elles critiquent. Le système de garantie d'équité est principalement basé sur la reconnaissance mutuelle, la confiance et le respect des engagements. C'est la cas par exemple d'Oxfam qui commercialise le produit de ses partenaires, ou encore de café chorti, coopérative qui regroupe tous les acteurs de la chaîne du café¹.

Vous voilà donc quelque peu informés de la situation. Il ne tient qu'à nous de rester alerte quant aux pratiques positives mais également aux dérives des initiatives dans le secteur du commerce équitable. 🌱

**AURÉLIA BESSEMAN,
ECLOSIO,
VOLONTAIRE GUS**

¹ <https://www.eclosio.org/publication/au-dela-du-commerce-equitable/>



TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ENSEMBLE AU DÉPART DU NIVEAU LOCAL

Il était une fois des habitants qui ont décidé de re-trousser leurs manches et d'entrer en transition ensemble. Déçus par l'immobilisme des pouvoirs politiques et économiques et des grandes institutions, ils ont décidé de montrer l'exemple sans attendre d'autorisation et de faire leur part. Ils montrent qu'il est possible de recréer du lien social et la solidarité dans les quartiers, de renforcer l'économie locale en créant des emplois et en réduisant les inégalités sociales, d'expérimenter des modèles éducatifs bienveillants, de redonner une place à la nature et régénérer les écosystèmes naturels... Cette expérimentation humaine à grande échelle teste des solutions adaptées aux contextes locaux. Ainsi, chaque initiative de transition construit sa propre vision d'un futur préférable et commence à la mettre en œuvre au travers des actions qui lui font sens. Ensemble, ces collectifs de citoyens ont commencé à écrire une nouvelle histoire, celle d'un monde moins énergivore, plus en équilibre avec les limites de notre planète et où la collaboration, l'imagination et l'intelligence collective prennent le pas sur la recherche du profit, la croissance économique à tout prix et le repli sur soi.

LA RÉSILIENCE AU CENTRE DES PROJETS, AVEC UNE VISION ATTRACTIVE DE L'AVENIR COMME GUIDE

À l'heure des grandes manifestations, alors que les jeunes sortent dans les rues pour demander à avoir un avenir et que de plus en plus d'actions de désobéissance civile ont lieu pour mettre la pression sur les milieux politiques et économiques, les scientifiques annoncent que pour éviter une augmentation des températures de plus de 2°C, qui aurait déjà des conséquences catastrophiques sur le climat, il faut que 80% des énergies fossiles restent dans le sol. Et il reste moins de 10 ans pour que les choses aient déjà changé de manière (très) forte... La question est donc: comment construire au plus vite une société viable en ayant recours le moins possible aux énergies contenues dans le sol ?

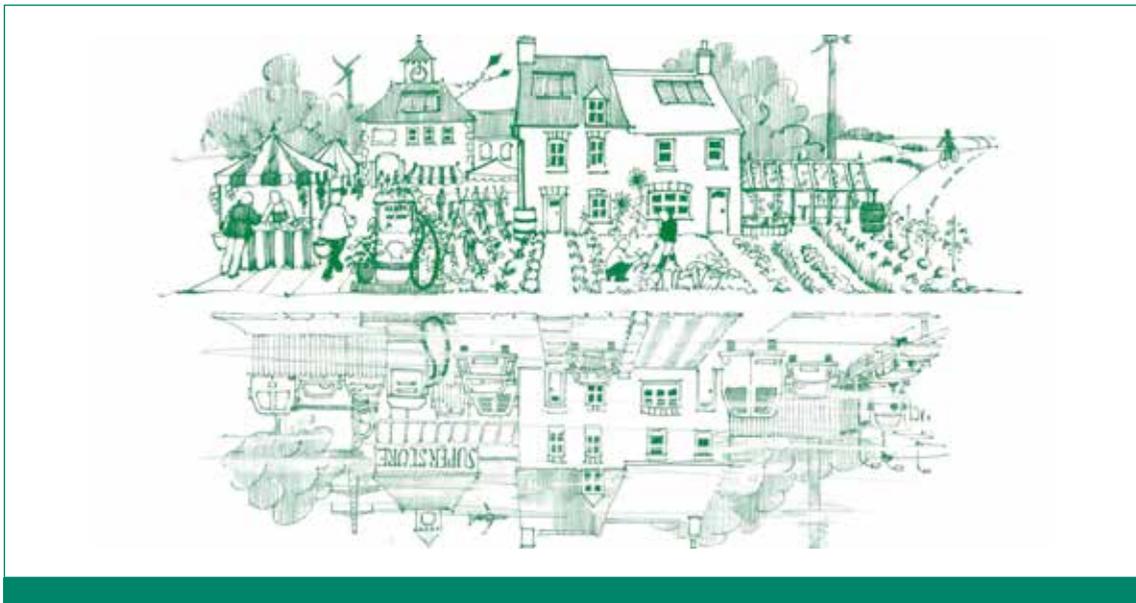
L'idée centrale des initiatives de transition est de développer la résilience du territoire et de ses habitants pour mieux s'adapter aux bouleversements. Les projets visent à rendre l'économie locale plus robuste, vivante et créatrice de bien être, à diminuer préventivement notre consommation énergétique tout en (re)créant du lien social et de la solidarité. C'est dans l'action concrète que le mouvement de la transition se déploie.

Cela se traduit par une multitude d'actions: de la mise en place d'un système de covoiturage entre voisins, à la pratique du vélo, en passant par la création d'un Repair Café (atelier de réparation d'objets et appareils pour éviter d'acheter du neuf), des projets privilégiant une alimentation locale et produite dans le respect de l'environnement ou encore, la création de monnaies locales, des ateliers tricot/couture, de cuisine ou d'échange de savoir-faire, des projets de jardins, potagers ou vergers collectifs...

DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES INNOVANTS ET UN INVESTISSEMENT DANS L'ÉCONOMIE LOCALE

Les premiers projets des initiatives de transition touchent souvent à l'alimentation. En cultivant localement selon des méthodes respectueuses des écosystèmes (agroécologiques¹ ou permaculturelles), on soutient les producteurs, on réduit le gaspillage énergétique et les émissions de CO₂, on préserve la biodiversité et on mange plus sainement.

En pratique, les potagers collectifs, jardins partagés, incroyables comestibles², marchés de producteurs locaux ou groupes d'achats solidaires fleurissent un peu partout et créent des dynamiques sociales et identitaires très positives. À Liège un projet de ceinture alimentaire autour de la ville prévoit la reconversion professionnelle de demandeurs d'emploi dans la production d'alimentation locale. Ce projet rassemble Liège en transition ainsi que de nombreux autres acteurs sociaux, économiques,



culturels et associatifs et vise à recréer un système alimentaire local, rentable, créateur d'emplois, équitable, sain et résilient (à savoir, un système capable de s'adapter aux crises tout en continuant à nourrir les populations). Ce type de projet innovant est rendu possible par la prise de conscience et la participation d'une grande diversité d'acteurs qui apportent chacun leur point de vue et leur expertise particulière, au service du bien être des habitants, des écosystèmes naturels et de l'économie locale de leur région. Plutôt que de confier l'argent et l'épargne aux secteurs financiers non soutenables, les initiatives de transition proposent de les utiliser pour soutenir l'économie locale et les projets locaux. Le retour sur investissement est alors plus visible et éthique. Il se traduit aussi dans l'amélioration du cadre de vie et de la cohésion sociale. Dans la région namuroise, la Gelbressée en Transition s'est associée avec d'autres acteurs locaux pour créer la coopérative citoyenne «Champ d'énergie», avec pour but de se réapproprier la production d'énergie de manière éthique, locale et solidaire. Grez-Doiceau en transition développe actuellement un projet de coopérative intégrale: Get-it, une monnaie locale, qui veut aussi développer des micro crédits solidaires et sert d'incubateur pour des projets économiques locaux et résilients.

À Brixton, les membres de l'initiative ont créé «Brixton Energy» et récolté de l'argent auprès des habitants afin de financer l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits d'immeubles de cette partie de Londres.

UN CHANGEMENT SOCIÉTAL ET UNE AUTRE VISION DE L'APPRENTISSAGE POUR RÉUSSIR LA TRANSITION

Pour atteindre la masse critique qui permettra de changer le cours des choses, et trouver un équilibre plus sain, le modèle actuel, basé sur la croissance économique, doit être abandonné et remplacé par un ensemble de modèles plus respectueux. L'abandon de ce modèle dominant implique l'acceptation et l'intégration des nouveaux modèles par une grande partie de la population, et donc un véritable changement sociétal. Pour y arriver, il est nécessaire que le citoyen soit impliqué dans la construction et la mise en place de ces nouveaux modèles. C'est ce que le mouvement de la transition expérimente.

Les nouveaux modes de fonctionnement que nous devons adopter nécessitent également une autre vision de l'enseignement et de l'apprentissage.





Au regard des défis auxquels nous devons faire face, nous devons constater que le système éducatif officiel, de l'enseignement fondamental à l'université, prépare le plus souvent à s'insérer dans un mode de vie passé, plutôt qu'à être capable de s'adapter au monde à venir. Le système éducatif a grand besoin de se réformer pour répondre aux enjeux actuels et futurs. Nous aurons par exemple besoin de davantage de personnes ayant une formation généraliste et une vision plus holistique plutôt que de spécialistes. Nous aurons besoin de plus d'artisans, de maraîchers, de travailleurs de la construction... car moins d'énergie signifie moins de transport et de mécanisation et donc plus de travail pratique, manuel. Nous aurons également besoin de personnes qui feront preuve de sens de l'initiative, d'autonomie et d'une créativité plus développée, de personnes capables de travailler avec d'autres, de s'entraider et de donner du support moral, de partager leur savoir et de gérer des projets tout comme des situations de crises ou de catastrophes. Il faudra plus d'esprit d'entreprendre, mais ceci dans le respect des limites des ressources naturelles et avec l'objectif de participer au bien être réel de la collectivité locale. Enfin nous aurons besoin de mettre en place des modes de gouvernance locale participative et adaptative pour accompagner cette transition.

POURQUOI LE NIVEAU CITOYEN EST INDISPENSABLE ? POURQUOI EST-IL PLUS FORT QUAND IL EST ASSOCIÉ À D'AUTRES ?

On sait aujourd'hui que nos modèles économiques basés sur la croissance économique ne répondent plus aux besoins des populations. Le changement de modèle est urgent et doit concerner le système dans son ensemble parce que nous avons déjà atteint des limites critiques. Au vu de l'ampleur et du caractère systémique de ce changement, l'ensemble des acteurs (producteurs, chercheurs, consommateurs, décideurs...) a un rôle majeur à jouer.

C'est sans doute le niveau citoyen qui a le plus de latitude d'actions. Il subit moins de pressions du milieu (politique, économique...) et bénéficie d'un réel potentiel à travers l'action collective. C'est également le niveau qui est le plus à même de modifier radicalement son propre récit et sa vision du futur.

Les mouvements citoyens comme la transition ont donc un rôle fondamental à jouer car il nous faut maintenant écrire une nouvelle histoire de ce que demain pourra être dans un monde plus en équilibre avec les limites de notre planète et où chacun pourra trouver sa place et se sentir bien.

Nous savons aussi que le niveau citoyen, s'il est indispensable, n'est pas suffisant. Nous avons besoin que tous les secteurs de la société prennent leurs responsabilités. En s'associant avec d'autres acteurs lucides et bienveillants (sociaux, politiques, économiques, académiques...), les citoyens peuvent décupler leur impact et contribuer au changement dont nous avons besoin.

Pour que les jeunes d'aujourd'hui aient un avenir, il y a beaucoup à faire. Ce cheminement est passionnant et donne beaucoup de sens à la vie. C'est une aventure réelle que nous avons la chance de pouvoir vivre au jour le jour, c'est un changement majeur auquel nous avons le pouvoir de contribuer. Peut-être vous sentez-vous l'âme d'un pionnier, prêt à créer un nouveau projet qui transformera votre quartier ou votre région ? Peut-être y a-t-il près de chez vous des initiatives citoyennes auxquelles vous pourriez vous associer ou que vous pourriez rejoindre ? Quel sera votre prochain petit pas ?

Pour en savoir plus sur le mouvement de la transition, entrer en contact et rejoindre les citoyens qui changent le monde, rendez-vous sur www.reseautransition.be

JOSUÉ DUSOULIER, RÉSEAU TRANSITION.BE

1 L'agroécologie est une approche globale de l'agriculture qui comprend une reconnaissance des savoirs et savoir-faire paysans, tout en utilisant de façon respectueuse les ressources de la nature, notamment via le Biomimétisme. La démarche vise à associer le développement agricole à la protection de l'environnement, voire à sa restauration le cas échéant. Il s'agit aussi de faire évoluer une agriculture à orientation quantitative vers une agriculture plus qualitative, ce qui implique un changement de buts et de moyens (inspiré de Wikipédia).

2 Les «incroyables comestibles» sont des groupes de citoyens qui décident de passer à l'action en cultivant des légumes et en les mettant à disposition gratuite des passants sous le principe de la nourriture à partager. Cette action de partage a pour but de participer à la relocalisation de la production de nourriture et de changer notre vision de l'alimentation.



POUR QUE NOS TRANSITIONS NE DEVIENNENT PAS DÉRISOIRES¹

La situation est grave. La planète est malade. Nous sommes allés trop loin. Depuis trop longtemps. Nos dirigeants ne prennent pas la mesure des enjeux, ils discutent de la position des transatlantiques sur le pont alors que le navire coule². Le besoin de changer radicalement se donne à entendre partout. Jusque dans les écoles et dans la bouche des lycéens. Chacun met désormais son gilet jaune. Et donne de la voix.

Mais il n'y a pas que la parole ni la révolte, il y a aussi l'action : partout des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes, prennent des initiatives. Courageuses. Parfois audacieuses. Ils montrent que d'autres voies sont possibles, que nous ne sommes pas condamnés à consommer sans cesse toujours pour accumuler et s'encombrer toujours plus. Sur cette base, dans de nombreux pays, un vaste mouvement de la transition s'est déclenché. Un mouvement créatif. Généreux et entreprenant. Il touche des domaines très divers : produire et consommer autrement, par exemple en privilégiant les circuits courts, se chauffer autrement, se déplacer autrement, se soigner autrement, cultiver autrement, vendre et acheter autrement, manger autrement et autre chose... Mais aussi vivre autrement et autre chose, et donc travailler autrement, sans s'épuiser ni exploiter ni terroriser, habiter autrement, avec d'autres et pas seulement à leur côté, éduquer autrement, sans abrutir ni généraliser la sélection des plus forts. Vivre autrement jusqu'à ressentir autrement, jusqu'à se sentir autre et autrement dans son corps. Mais pas seul. Donc aussi partager autrement.

Partager autrement. Sans doute est-ce là que se joue une des clefs de l'avenir. Après un demi siècle de compétition généralisée, de jouvence individualiste, chacun réalise petit à petit que les efforts de plusieurs générations pour créer du commun et des communs ont été laminés de sorte que chacun se trouve face à l'immense charge d'assumer seul son salut.

Se débrouiller seul face à la complexité. Seul. Même si nous sommes encore largement enfermés dans l'imaginaire de concurrence, chacun, chacune commence à comprendre, parfois confusément, que seul, personne ne s'en sort. D'où la face solidaire et participative des efforts de transition : renouveau des coopératives, entreprises partagées, habitats groupés, financement participatif (crowdfunding), monnaies locales... et de multiples autres initiatives de vie commune, de travail partagé, de ressources en commun. On partage les moyens, les espaces, le temps, les opportunités, les plaisirs... On coopère. On s'entraide. Mais pas seulement : on prend aussi soin des autres, des choses et du vivant. Les plantes, les terres, les animaux, les mers. Tout ce qui vit et donc fait vivre.

TRANSITION TOTALE

La transition, si on le voit ainsi, est totale. Elle n'est pas seulement l'affaire de nouvelles technologies, ou de nouvelles économies, ou de résiliences avec le climat. Elle est aussi l'affaire de vivre ensemble, vivre vraiment ensemble, c'est-à-dire pas seulement les uns aux côtés des autres, mais les avec les autres, par les autres, *pour les autres autant que pour soi*. Après avoir vécu trop longtemps dans des sociétés du «prendre» ou plus exactement du «prendre pour soi tout seul et tant pis pour les autres après moi», les mouvements de la transition proclament que le moment est venu de rentrer dans l'ère du «rendre et du donner» et de bâtir des sociétés du «offrir et du recevoir». Car la transition n'a de futur que dans les équilibres : je prends mais je rends aussitôt, je donne mais je reçois aussi.

Une telle transition - technologique, sociale, économique - ne peut croître que si elle est aussi politique. La transition est nécessairement politique. C'est-à-dire si elle prend soin aussi des institutions sans lesquels les individus entrent vite en guerre les uns contre les autres.





Cela veut dire clairement décider autrement, déléguer autrement, responsabiliser et prendre des responsabilités autrement, planifier autrement, réguler et instituer autrement, faire des lois et les gérer autrement, sanctionner autrement. Localement mais aussi nationale-ment et internationalement. Cela veut dire repenser l'État et son fonctionnement. Radicalement sans doute. En commençant par l'émanciper de la sphère financière dont il est devenu aujourd'hui une sorte d'appendice. Repenser l'État et les relations entre les États. Repenser les institutions. À l'échelle internationale. Car partager ne se limite pas à son voisinage. Partager et recréer du commun doit se réaliser à toutes les échelles, de son jardin jusqu'à la planète. Avec 7 milliards et bientôt 8 milliards d'hommes et de femmes. Pas de transition sans transition politique. Sans le pouvoir autrement. Sans la construction de nouvelles institutions et de nouveaux liens entre individus et institutions. N'est-ce pas ce que tant de mouvements sociaux dans le monde laisse entendre, depuis les « indignez-vous » et les « Occupy Wall Street » jusqu'aux gilets jaunes ?

Autrement ? Oui, mais quoi autrement ? Comment autrement ? Pour quoi et vers quoi autrement ? Et ce « autrement », d'où viendra-t-il ? C'est là que les efforts de la transition gagnent en pertinence. Ils donnent à voir des réponses qui ne tombent pas du ciel mais qui sortent des mains, de la tête et du cœur d'hommes et de femmes ordinaires qui expérimentent, parfois en prenant des risques, notamment le risque de se tromper. Ils « essaient voient ». Est-ce que ça marche ? Non, on essaie autre chose. Oui ? Comment faire mieux alors ? Pour que ça serve à plus d'autres ? Les autres, ils ont fait comment ? Et ça nous donne quelles idées ? Voilà en deux mots ce que drainent les mouvements de la transition. L'enthousiasme en plus. Voilà donc ce qui doit nous réjouir. Et nous donner de l'espoir. Car, s'ils sont encore modestes aujourd'hui, demain ils peuvent se généraliser.

LE RISQUE DU « MÊME AUTREMENT »

Donc tout va bien ? Non ! Car les mouvements de la transition, quelle que soit leur ampleur, quelle que soit leur réussite, quelle que soit la mobilisation, quelles que soient leur générosité et leur ambition, sont tous menacés, collectivement et individuellement, par un même mal : la dérision. La possibilité que tous ces efforts nourrissent des *alternatives dérisoires*.



© FREDERICK T. HASKELL COLLECTION

VALLEY OF AOSTA: SNOWSTORM, AVALANCHE, AND THUNDERSTORM

C'est-à-dire, pour le dire simplement, qu'ils courent tous le risque de contribuer à perpétuer, sinon même fortifier, sous d'autres formes, avec d'autres mots, avec d'autres visages, en convoquant de nouveaux personnages, le système économique, social et politique qui a généré toutes les impasses contemporaines. Les alternatives sont dérisoires lorsqu'à leur insu, malgré elles, elles construisent *implicitement* un surcroît de puissance au bénéfice de ce qu'elles combattent *explicitement*.

La grande question n'est donc pas seulement de promouvoir du tout autre chose, d'en démontrer l'efficacité, de le répandre, c'est également de s'assurer que cette « autre chose » n'est pas simplement du « même autrement ». Fait-on vraiment rupture avec ce qu'on déclare combattre et remplacer ? On va répéter cette question cruciale d'une façon différente et plus directe : Dans quelle mesure nos efforts de transition ne régénèrent-ils pas - en le vivifiant - le capitalisme qui depuis plus de 2 siècles fabriquent l'impasse dans laquelle nous sommes désormais enfermés ? Nos efforts s'attaquent-ils à ce qui est au cœur du capitalisme, à ce qui fait sa force depuis toujours ? Aujourd'hui, rien dans les mouvements de la transition ne permet de l'affirmer avec certitude.

Comment protéger la transition de la dérision ? En veillant à ce que ses alternatives fassent systématiquement et efficacement « couple triple ». C'est-à-dire : (1) qu'elles s'attaquent aux maux qui font souffrir (la pauvreté, l'insécurité, le dérèglement climatique, la guerre, la solitude, le repli sur soi, la malbouffe...), bref à ce qui corrode le bien être commun, (2) qu'elles s'attaquent spécifiquement et efficacement aux mécanismes qui fabriquent et généralisent ces maux et (3) qu'elles proposent en les expérimentant des alternatives sociétales. Aujourd'hui la première et la troisième condition sont tant bien que mal prises en charge par les mouvements de la transition. Mais pas la seconde. Pas rigoureusement. Pas systématiquement. Pas délibérément.

SIX DÉFIS

Répétons la question clef : comment aider nos alternatives à s'attaquer à ce qui est vraiment au cœur du capitalisme ? En s'attaquant à quoi ? On va le dire en quelques mots. De manière positive. En parlant des défis à relever.





1. La raison spéculative. Comment s'émanciper de cette rationalité des petits calculs qui poussent à toujours vouloir gagner plus, encore et encore, en faisant le moins possible? Gagner aux dépens des efforts et de la peine d'autres ailleurs. Quelques-uns gagnent *ici* tandis que beaucoup sinon presque tous perdent là-bas. Loin de son regard et de son nez. Il n'existe pas, nulle part aujourd'hui, de création de richesses ici sans création de pauvretés ou de misères *là-bas*. Comment nos alternatives contribuent à désamorcer ce mécanisme? Comment elles nous en émancipent? Même un peu?

2. La propriété. Le capitalisme, notamment dans sa version néolibérale contemporaine, repose entièrement sur la possibilité à tout moment, en tout lieu, à tout propos, de prendre pour soi à titre exclusif, privatif et déprivatif, ce qui appartient à tous et chacun, ce qui est le plus souvent le fruit du travail de tous et chacun. Attention, le défi n'est pas d'éradiquer la propriété privée pour basculer dans un communisme primitif (on a déjà vécu ce scénario) mais plutôt de systématiser une simple question: ici, pour cela, quelle sorte de propriété voulons-nous et quelle fonction voulons-nous faire jouer à cette forme de propriété-là pour cette chose-là? Car il existe plusieurs sortes de propriété: privée, collective, communautaire, commune... Selon ce qu'on veut, selon la nature du bien, quelle fonction attendons-nous que le régime de propriété choisi joue? En quoi cette forme de propriété génère-t-elle du bien commun? En quoi prévient-elle la fabrication des misères? Comment les alternatives de la transition alimentent-elles la créativité et l'expérimentation en matière de propriété?

3. L'argent et les patrimoines. Il reprend par la bande les deux premiers défis. Comment s'émanciper de l'argent? Ou, pour le dire de manière différente, au cas où on pense que l'argent serait malgré tout nécessaire à une bonne vie collective, comment alors faire de l'argent un moyen qui ne devienne pas sa propre fin, c'est-à-dire faire que l'argent ne serve pas des fins d'accumulation déprivative? Comment en faire un bien commun qui répand le bien commun et le bien vivre ensemble? Dans le même élan, comment éviter que les richesses s'accumulent chez quelques-uns et qu'elles se transmettent de générations en générations aux mêmes privilégiés? Comment nos alternatives contribuent-elles à relever ce double défi?

4. La beauté. Comment nos alternatives peuvent-elles répandre la beauté chez tous et chacun en même temps que la beauté de tous et chacun? Oui, bien sûr, la beauté, ça se discute. Mais peu importe car, par contre, la laideur et l'horreur, tous et chacun peuvent la reconnaître. Rendre belle la vie exige de rendre beaux les cadres de vie.

5. L'altérité et l'interculturalité. Cessons de nous rêver les mêmes partout. Libérons-nous des universalismes. Rendons à chaque peuple ou chaque groupe la dignité d'expérimenter ce qui lui importe. Mais, et c'est le point clef: tout en restant solidairement liés les uns aux autres! Les autres et l'Autre comme ressources pour soi, et vice versa. Mais dans le dialogue. Et dans la controverse. Comment nos alternatives valorisent-elles - et nous aident à faire bon usage de - l'altérité? Comment rendent-elles mutuellement fructueuses la rencontre et la collaboration des différents?

5. Être à la fois individuel et collectif. Comment articuler les initiatives sur les comportements de chacun et chacune avec un travail sur les institutions? Ce défi traverse toute initiative. Mais il comporte une exigence: reconstruire la confiance. À trois niveaux: dans le comportement des autres, dans les institutions et... en soi. C'est donc un triple défi³.

Ces six défis donnent un contenu concret au mot « autrement » que véhiculent partout les mouvements de la transition. En particulier, les deux derniers qui invitent à remplacer la culture de la compétition par celle de la coopération. Coopération des humains entre eux. Coopération à travers leurs institutions politiques. Mais aussi des humains avec les autres « êtres » autour d'eux, vivants, contemporains ou à venir. Et ainsi aspirer à une prévenance généralisée. 🌍

**PHILIPPE DE LEENER,
ENSEIGNANT UCL,
PRÉSIDENT D'INTER-MONDES BELGIQUE,
CO-PRÉSIDENT SAW-B**

¹ Cet article s'appuie sur notre ouvrage paru en 2018 auquel nous renvoyons le lecteur (De Leener, P. & Totté, M. (2018). *Transitions économiques. En finir avec les alternatives dérisoires*. Vulaines-Sur Seine (France): Éditions du Croquant.

² J'emprunte cette belle métaphore à Alain Tihon dans une chronique récente de la revue « Pour ».

³ Ce sixième défi - crucial - m'a été suggéré par Marc Totté (coordinateur d'Inter-Mondes Belgique).



LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION: JUSQU'OUÙ L'INCLUSION?

Depuis quelques années fleurissent aux quatre coins de la Belgique des initiatives citoyennes. Répondant au nom d'initiatives de Transition, celles-ci transforment nos campagnes et nos quartiers en cherchant à redonner du sens à l'échelle locale dans un monde de plus en plus anxiogène. Face aux enjeux posés par l'accélération des changements climatiques et de leurs impacts ainsi que par l'épuisement des ressources naturelles, ces initiatives prennent le pari de cultiver aujourd'hui le monde de demain par des actes quotidiens visant à construire des communautés résilientes, inclusives et conviviales à même de (sur)vivre à un éventuel effondrement de notre société basée sur la consommation de masse.

“
**LE TRANSITIONNAIRE
EST RAREMENT QUELQU'UN
EN SITUATION DE PRÉCARITÉ**
”

Il y aurait bien plus à dire à propos de ce mouvement. Certes. Mais l'objectif de ce texte n'est pas d'être exhaustif. Ici, je me concentrerai plutôt sur un point précis: la manière dont ces initiatives modifient l'espace public. Plus précisément, il s'agit d'interroger l'étanchéité de la frontière entre la mixité sociale et conviviale souhaitée par les transitionnaires et une certaine forme de gentrification¹. La «convivialisation» voulue par les transitionnaires est-elle réellement vécue comme conviviale par celles et ceux étrangers au mouvement? - Est-elle même tout simplement vécue? - Quels risques pourraient se dissimuler derrière la réalisation de ces initiatives? «L'enfer est pavé de bonnes intentions» dit la maxime, mais faut-il pour autant lui donner raison?

QUE FAIT UNE INITIATIVE DE TRANSITION?

Avant toute chose, il importe de savoir de quoi on parle. Au cœur des initiatives de transition se trouve le souhait de réinventer l'économie et notre rapport à elle, de se la réapproprier et de la relocaliser. Soit, de la réencastrier dans la communauté et, par extension, dans le social.

Concrètement, les initiatives s'ancrent dans des pratiques telles que des GAC², des SEL³; lancent des cafés citoyens, des *repair*-cafés; mettent en place des monnaies locales, des potagers partagés, des activités de maraîchage urbain... En tant que citoyens, les transitionnaires agissent sur leur rôle de consommateurs en se transformant en «consom'acteurs». À travers cet aspect de consommation critique, pointant du doigt l'impact de nos choix de consommation sur nos écosys-

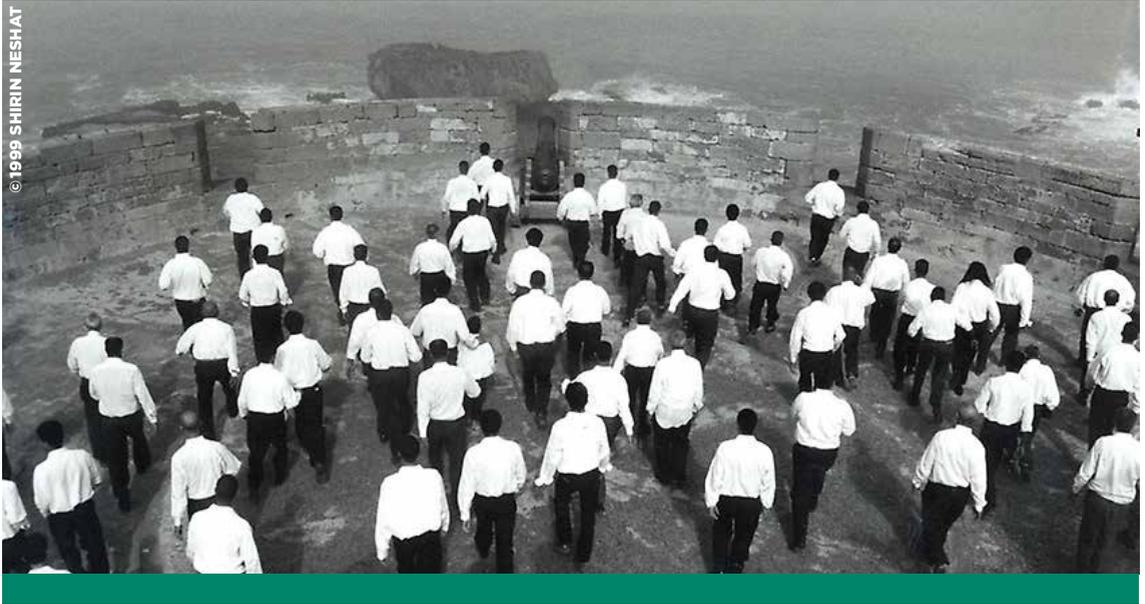
tèmes, les transitionnaires œuvrent à tisser et à renforcer une nouvelle économie, locale et au service de la société, par opposition à une société au service d'une économie globalisée. Au-delà de l'aspect économique, c'est la recherche de la convivialité qui se trouve au cœur du mouvement. Ainsi, les transition-

naires organisent également des événements festifs et culturels où les habitants d'un même quartier et d'ailleurs peuvent se retrouver et se rencontrer. L'objectif est de remplacer le côtoiement anonyme par une convivialité communautaire.

C'EST QUI UNE INITIATIVE DE TRANSITION?

Qui dit communauté dit individus; dit également sentiment d'appartenance. Pour savoir quel public touche le mouvement des villes en Transition, quoi de mieux que de se pencher sur qui l'anime? En posant le regard sur les initiateurs et initiatrices de ce mouvement, un tableau relativement homogène apparaît rapidement. On retrouve principalement des individus issus de la classe moyenne, disposant d'un bon niveau d'instruction, appartenant à des catégories socio-professionnelles aisées et portant en leur cœur des sensibilités écologistes. Bref, sans trop de surprises, le transitionnaire est rarement quelqu'un en situation de précarité et est plus souvent cadre qu'ouvrier.

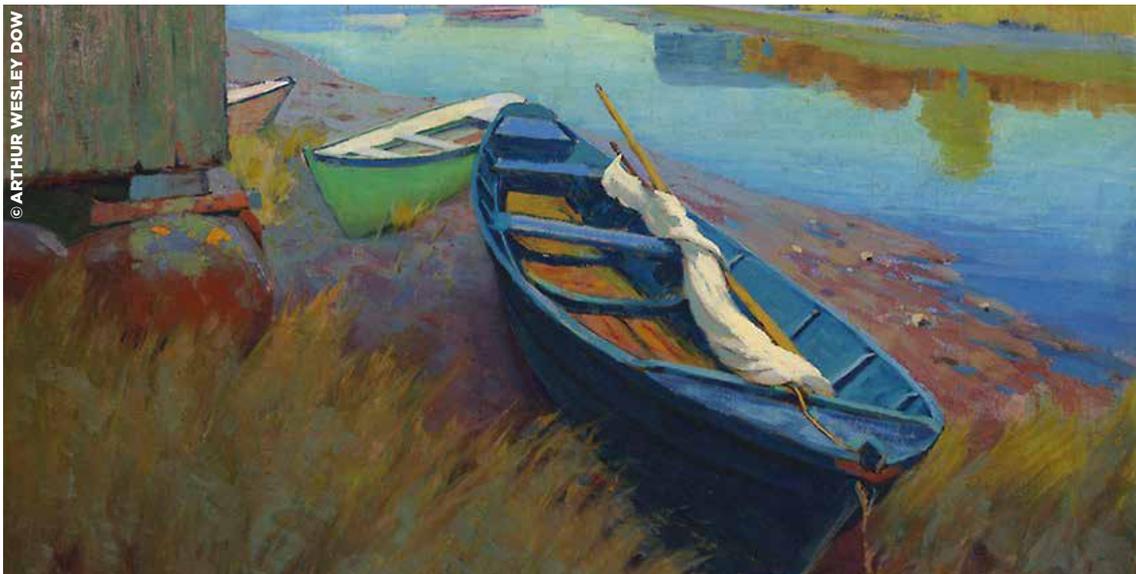




VERS QUELLE ÉCONOMIE, VERS QUEL MONDE ?

Une question doit être alors posée : malgré cette volonté de créer un monde plus juste et plus durable demain, n'y a-t-il pas également un risque de transférer des responsabilités ? En laissant certains citoyens prendre la responsabilité d'actions et de pratiques transformant l'espace public, ne risque-t-on pas d'encourager à la fois une certaine forfaiture des pouvoirs publics et une appropriation de l'espace public par une minorité favorisée ? Ce faisant, ne risque-t-on pas de laisser les plus vulnérables de notre société sur le carreau ? Tandis que la chasse aux aides sociales se poursuit ; que les coupes se répandent dans les budgets publics (éducation, santé, transports en commun...) ; que les privatisations se multiplient, notre planète se dérègle et, face aux impacts, les plus vulnérables sont les plus démunis. Les réalités sociales d'un tel contexte sont nombreuses, je me contenterai de n'en citer qu'une seule, mais non des moindres : selon une étude de l'IWEPS⁴ publiée en 2013, un Wallon sur cinq risquait de sombrer dans la pauvreté - une situation qui ne va malheureusement pas en s'améliorant.

Prenez-nous au jeu d'une expérience de pensée l'espace de quelques instants. Nous vivons actuellement un contexte où les mesures d'austérité affaiblissent de plus en plus les solidarités institutionnelles alors que le retrait de l'État de la vie publique s'accélère. Dans le même temps, des initiatives citoyennes favorisent l'émergence de nouvelles formes de solidarité communautaires. N'y a-t-il pas un risque d'invisibilisation des formes de solidarités institutionnalisées ? Dans le cas des GAC ou des SEL, tout le monde n'a pas le temps et l'argent que pour y participer. Les gains en termes d'alimentation saine et de convivialité risquent dès lors d'avoir du mal à se matérialiser de manière inclusive à travers les seules solidarités communautaires. Allons plus loin. Si les pratiques des initiatives de Transition devaient continuer à se développer sans réussir à inclure - ou tout du moins à dialoguer avec - les individus issus de classes sociales moins favorisées⁵, n'encourrions-nous pas le risque de faire de ces initiatives une caution écologique pour les responsables économiques et politiques ? Les inégalités sociales ne seront pas plus supportables sous un vernis vert. Le risque de construire le monde de demain sur un modèle segmenté, sclérosé de ségrégations sociales reste réel.



PARTAGER ET DÉBATTRE NOS UTOPIES, UNE NÉCESSITÉ DÉMOCRATIQUE

Loin de moi l'idée de soutenir que les transitionnaires n'ont cure des inégalités sociales. Il s'agit ici de souligner que concevoir la Transition comme un objectif partagé par tous équivaut peut-être à rêver pour les autres. Cela équivaut également peut-être à louper l'opportunité de rencontrer d'autres manières d'envisager un futur durable.

Trop souvent, les personnes vulnérables à la pauvreté se retrouvent enfermées dans un rôle de « victimes » passives, voire coupables, de leur situation. Se limiter à cette vision pourrait également nous conduire à les ignorer ou à nous enfermer dans un rôle de « sauveurs ». Nous n'aurions alors pas besoin de construire avec les autres, nous pourrions nous contenter de construire *pour* eux, ou, tout du moins, de leur indiquer la « bonne marche à suivre ». Mais il me semble que nous ne pouvons plus nous permettre ce luxe. La transition écologique *doit* se penser et s'articuler dès aujourd'hui. Nous sommes tous dans le même bateau face aux enjeux de ce siècle. Si nous voulons que demain soit démocratique et vivable, nous devons veiller à ce que tout le monde monte à bord, sur un même pied d'égalité.

Il est dès lors urgent d'aller vers ceux qu'on ne côtoie pas au quotidien. Il est urgent de percer ces bulles dans lesquelles nous et d'autres vivons séparés mais ensemble, dans l'anonymat de notre société si pressée et pourtant sur le point de trébucher. Nous ne pouvons nous contenter d'énoncer des espaces comme ouverts et inclusifs. Si nous n'allons pas vers les autres ils ne seront ouverts qu'à nous. Il est urgent de rompre cet anonymat pour que nous puissions puiser tant dans les pratiques écologiques des classes populaires que dans celles des classes plus embourgeoisées. On doit pouvoir puiser tant dans la consommation critique des uns que dans la débrouille des autres.

À travers cette optique, nous pourrions peut-être tous devenir des transitionnaires. Je le dis timidement mais convaincu, aller vers celles et ceux ne partageant pas nos quotidiens mais partageant notre société et les écouter, dialoguer, s'engueuler, se réconcilier avec eux peut être le début d'une voie pour libérer la démocratie des urnes et nous réapproprier notre société afin de mieux transformer celle-ci.





QUE FAIRE ?

Loin de moi l'idée - et la capacité - d'écrire un manuel montrant par A + B comment réaliser une transition écologique inclusive. Toutefois, voici quelques pistes de réflexion que je vous partage.

Sortons de nos bulles de confort et rencontrons-y des inconnus. Changeons le monde autour d'un verre. Débattons. Si vous en avez les moyens, tentez de consommer moins et mieux. Si vous êtes dans une initiative de Transition, allez à la rencontre des personnes qui habitent dans les quartiers moins «verts»; montez un groupe de travail; mettez-vous en contact avec les organisations et institutions qui travaillent avec les plus vulnérables d'entre nous.

Et surtout: politisons-nous. Il ne s'agit pas forcément de nous mettre sous les drapeaux d'un parti. Il s'agit avant toute chose de revendiquer nos droits, de rappeler à nos élus qu'ils nous sont redevables et qu'ils se doivent de porter nos choix de société pour aujourd'hui et demain. 🌈

SCOTT FONTAINE

Pour poursuivre la réflexion:

- Luc BOLTANSKI & Ève CHIAPELLO (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard.
- Boaventura DE SOUSA SANTOS (2006), *The Rise of the Global Left: The World Social Forum and Beyond*, Zed Books Ltd.
- Paul ARIÈS (2015), Les modes de vie populaires au secours de la planète, *Savoir/Agir* 33 (3): 13-21.
- Philippe DE LEENER & Marc TOTTÉ (2017), *Transitions économiques - En finir avec les alternatives dérisoires*, Éditions du Croquant.



- 1** La gentrification est un processus où des individus issus de classes socio-économiques plus aisées s'installent progressivement dans des quartiers habités au départ par des individus moins nantis. Progressivement les commerces et services changent, les prix grimpent... et le quartier devient moins, voire plus du tout, accessible aux anciens habitants.
- 2** Les Groupes d'Achats Communs (GAC) visent à regrouper des consommateurs pour acheter directement - c'est-à-dire sans passer par des intermédiaires - des produits alimentaires à des producteurs locaux, permettant à ce dernier de pouvoir plus facilement écouler sa production.
- 3** Les Services d'Échanges Locaux (SEL) sont constitués par des individus organisés en réseau d'échange de services et/ou de produits.
- 4** Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.
- 5** Bien que mes recherches m'aient permis d'observer chez les acteurs de la Transition une conscience des frontières sociologiques du mouvement, des pistes de sortie peinent à émerger. Ceci est peut-être dû à la jeunesse du mouvement en Wallonie (moins de 10 ans tandis que son essor n'a vraiment pris que depuis 2012-2013).



TRI DES DÉCHETS À L'ULIÈGE: PETIT PAS PAR PETIT PAS, UNE ACTION COLLECTIVE

CARTE BLANCHE

Actuellement, plus ou moins 35 000 étudiants vont manifester tous les jeudis contre le réchauffement climatique. Des marches sont de plus en plus organisées les dimanches dans notre capitale. La conscientisation citoyenne est de plus en plus mise à l'honneur dans les débats. La prolifération de gourdes, de shampoings solides, de produits bio et fair trade inondent les publicités. Nous sommes actuellement en marche pour une révolution verte... Et l'Université de Liège bien que lente au démarrage y prend parti.

Pourtant si vous, vous promenez dans les couloirs de l'université de Liège, que ce soit au Sart Tilman, au Vingtt Aout ou à l'Opéra, vous trouverez difficilement différents types de poubelles qui permettent le tri sélectif. En effet, les poubelles noires (ordures ménagères) sont mises à l'honneur alors que les bleues (PMC) se font rares. Le tri des déchets devient donc difficile car pénible. Lorsque vous voulez jeter une bouteille en plastique, vous devez arpenter plusieurs couloirs pour trouver une poubelle appropriée. Ce que la majorité des personnes ne font pas. Par non-information ou pas facilité, ils jettent cette fameuse bouteille dans la première poubelle se trouvant sur leur chemin. Peu importe son sachet. Alors, la faute à qui? L'université qui ne daigne pas mettre plus de poubelles, ou ces étudiants trop fainéants et peu informés? Comme tout gros dilemme, la réponse n'est pas simplement manichéenne.

En premier lieu, blâmons notre Université. Et oui, ce lieu de culture, d'intelligence où l'on forme à l'esprit critique et à la citoyenneté ne propose pas assez de poubelles pour trier nos déchets. Rares sont les poubelles noires accompagnées de leurs jumelles bleues. Les conséquences n'en sont pas moindres.

Les déchets ne sont pas tous triés et une partie des déchets, normalement recyclables, comme des bouteilles en plastique ou des canettes, se retrouvent dans les ordures ménagères.

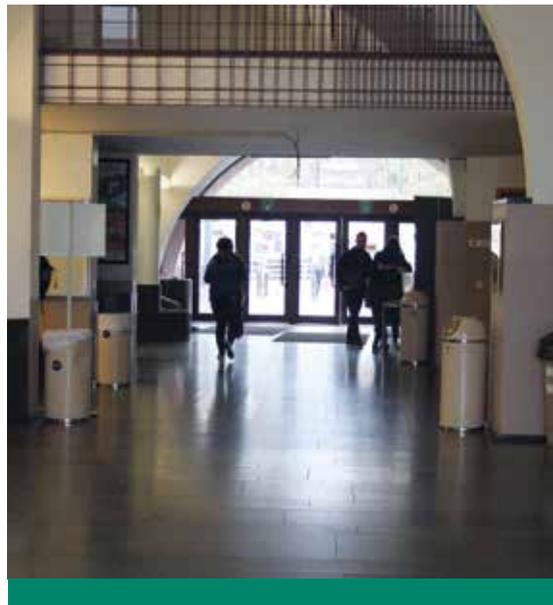
Personne ne sait où vont ces ordures se trouvant dans ces sacs noirs. Une société privée les reprend. Selon des éboueurs interrogés, les déchets sont incinérés. Ce qui concorde avec le carnet «Gestion des déchets à l'Université de Liège» où il est écrit que les ordures «sont triées à la source en vue de leur recyclage ou de leur incinération». Ce qui pose un gros problème vu qu'elles

ne sont pas correctement triées à la source. Incinérer des déchets plastiques qui ne sont pas recyclables, passe encore. Mais incinérer des déchets recyclables, à notre époque, relève du criminel. Heureusement, notre cher ULiège prend le taureau par les cornes. Depuis le début de cette année, de plus en plus d'initiatives dans le tri des déchets appa-

paraissent. Tout d'abord, pour les déchets organiques et prochainement pour nos PMC. Dans quelques mois, une nouvelle initiative verra le jour afin d'augmenter le nombre des poubelles bleues et de ne plus laisser les poubelles noires seules. L'heure est venue de blâmer les étudiants. L'université n'est effectivement pas la seule responsable dans cette problématique. Bien qu'il n'y ait pas assez de poubelles, les étudiants ne sont pas suffisamment attentifs. Combien de fois as-tu fait ce trajet, de la cantine à la bibli, de la bibli à tes amphis? Tu connais par cœur l'endroit où se situe ton cendrier pour y écraser ta clope, ce distributeur proposant ton coca zéro ou encore la seule machine à café sachant préparer le macchiato noisette que tu affectionnes tant... Mais par contre savoir où tu vas jeter ta canette, tu n'en sais rien.



“
L'UNIVERSITÉ
NE PROPOSE PAS ASSEZ
DE POUBELLES
POUR LE TRI DES DÉCHETS
”



Pourtant, combien de fois es-tu passé devant ces quelques poubelles bleues? Ces poubelles qui ne sont pas spécialement délaissées mais dans lesquelles toutes sortes de déchets cohabitent. Eh oui, car même si les étudiants les voient, il semblerait qu'il soit trop difficile de trier les déchets. Soit parce que parcourir quelques mètres est un effort physique trop intense, soit parce qu'ouvrir deux couvercles se trouve être un geste trop périlleux. Même dans les quelques rares endroits où des poubelles de tri se trouvent côte à côte, les étudiants ont prouvé que le tri des déchets était une action complexe et les poubelles se retrouvent entièrement mélangées.

Alors, qui blâmer? L'ULiège qui ne met pas assez de poubelles à disposition ou ses étudiants qui, même lorsqu'il y a des poubelles côte à côte, ne savent pas trier? Un peu des deux, je pense... Il est donc important de réaliser que dans toute lutte qui nous tient à cœur, et qui est essentielle pour notre avenir (le réchauffement climatique), il y a toujours des entités supérieures qui nous dépassent et que nous ne pouvons changer. Cependant, montrons à notre échelle que nous sommes prêts à nous mobiliser, par des gestes quotidiens, des petits gestes qui nous semblent inutiles mais qui ont leur importance. Il faut saisir ces nouvelles initiatives mises en place par l'université. La jeunesse doit se mettre en marche. 🌍

**MARINE BOTILDE,
VOLONTAIRE GUS**



L'UNIVERSITÉ: LABORATOIRE DE LA TRANSITION

PRÉSENTATION DU COLLOQUE

Le mouvement de transition, lancé en Grande-Bretagne par l'enseignant en permaculture Rop Hopkins en 2006, est arrivé il y a déjà quelques années en Belgique, où il a connu un certain succès. Il existe aujourd'hui de nombreux exemples d'initiatives de transition à travers tout le pays qui innovent sur le plan écologique, énergétique, économique, environnemental ou encore social, et qui montrent qu'un mode de vie alternatif, plus résilient, plus écologique, plus solidaire et indépendant du pétrole est possible. Selon le Réseau Transition, le nombre d'initiatives de transition en Wallonie et à Bruxelles est passé de 35 à 120 en seulement deux ans. Il y en aurait deux ou trois qui démarrent chaque mois. Un mouvement de transition est en place afin de proposer un autre modèle de société, basé sur la solidarité, le respect de l'humain et de l'environnement.

Ces mouvements sont généralement lancés par des citoyen.ne.s au niveau de leur quartier, ville ou village dans un processus participatif et collaboratif. En effet, les territoires et les communautés ont une place importante dans la construction des sociétés plus durables, justes et solidaires. Les universités et les institutions de l'enseignement supérieur, en tant que communauté et en tant qu'acteur institutionnel pouvant avoir un rôle de leader d'opinion, ont une place à prendre dans cette transition. Ainsi, il est temps de mettre la question de la transition et du développement durable de nos sociétés à l'agenda des institutions académiques, responsables, en partie, de la construction de l'identité des citoyen.ne.s de demain.

Comment les universités peuvent-elles contribuer aux défis écologiques, économiques et sociaux actuels et à la construction d'une société plus solidaire ?

Comment accompagner une dynamique de transition et contribuer à ce qu'elle soit solide et durable ? Comment impliquer les différent.e.s acteur.trice.s pour travailler ensemble ? Quel type d'enseignement et de recherche afin de favoriser le changement ? Comment peut-on créer des synergies entre la communauté universitaire et la société civile ? Existe-t-il des exemples d'initiatives de transitions réussies au sein des universités ? Comment peut-on partager les expériences, s'en inspirer et les multiplier ? Quel modèle d'enseignement, de recherche et de campus voulons-nous construire pour demain ?

“
LES UNIVERSITÉS
PEUVENT CONTRIBUER
AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES,
ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX ACTUELS
”

Pour répondre à ces questions chercheur.euse.s, doctorant.e.s, personnel académique, professeurs, étudiant.e.s, instances de gouvernance, citoyen.ne.s, associations, se rencontreront durant trois jours à l'occasion du colloque **L'université: laboratoire de la transition, quelle université pour demain?** organisé par **Eclosio** et l'**ULiège** dans le

cadre du consortium Uni4Coop¹. L'événement permettra d'ouvrir le débat autour du rôle des universités dans un projet global de transition et de lancer des pistes ou des voies à explorer pour relever les défis du 21e siècle d'un point de vue holistique, systémique et pluridisciplinaire. La voie des pays du Sud sera également présente au travers des échanges autour de la question de la transition au Sud et du rôle des universités, au Nord comme au Sud. Plus concrètement, une conférence d'ouverture permettra d'introduire le sujet et d'initier une réflexion générale sur le rôle des universités dans la transition pour répondre aux défis écologiques, économiques et sociaux actuels. La deuxième journée abordera les rôles de l'enseignement et de la recherche pour favoriser le changement.





La troisième journée éclaircira les synergies et les liens possibles entre l'université et la société civile et ouvrira le débat autour de la question de la transition dans le Sud. Le colloque vise donc à susciter les échanges entre les différents acteurs universitaires et de la société civile pour aboutir à des pistes des recommandations qui permettront aux universités de devenir des moteurs de la transition et stimuleront un véritable engagement de toute la communauté universitaire.

Rendez-vous les **3-4-5 avril 2019** pour débattre et échanger sur une question plus pertinente que jamais. D'ici là, on vous laisse découvrir le **programme**: <https://www.eclosio.org/event/colloque-luniversite-laboratoire-de-la-transition-quelle-universite-pour-demain/>

**RAQUEL GOMEZ ,
ECLOSIO**

1 En Belgique francophone, depuis plus de 30 ans, des ONG sont actives sur des campus universitaires afin de proposer des activités d'informations, de sensibilisation et de mobilisation aux étudiant-e-s en ce qui concerne la solidarité internationale, dans le cursus et hors cursus. Ces ONG ont choisi récemment de former un consortium, UNI4COOP, composé par **Louvain Coopération** (UCL), **ULB Coopération** (ULB), **FUCID** (Université de Namur) et **Eclosio** (ULiège). Avec un programme en commun, un des événements phares de ce consortium est l'organisation d'un colloque annuel.



FOCUS MULTI-ACTEURS SUR LES MANGROVES

UNE INITIATIVE DU CONSORTIUM UNI4COOP

Du 19 au 22 février dernier, une centaine de femmes et hommes venus d'une dizaine de pays différents se rencontraient à Lomé au Togo pour partager leurs expériences de gestion durable des ressources naturelles dans les écosystèmes de mangroves. À l'interface entre science et pratique de terrain, des chercheurs de tous horizons, mais aussi des membres d'ONG et de communautés locales dressaient un état des lieux des connaissances et savoir-faire en matière de gestion des mangroves.

Mais pourquoi autant d'intérêt pour ce milieu naturel si insolite, avec ses arbres perchés sur leurs racines échasses enchevêtrées, en apparence si inhospitalier ?

LES MANGROVES, UN PATRIMOINE NATUREL MENACÉ ET POUTANT SI UTILE À L'HOMME

Situées à la limite entre fleuve et mer dans les estuaires des grands fleuves tropicaux, les mangroves se développent dans la vase formée par les sédiments fluviaux et baignée par l'eau saumâtre des marées. Le changement climatique, en accentuant la sécheresse de bien de ces régions, provoque une sursalinisation de l'eau, mettant à rude épreuve le développement des palétuviers, principal arbuste de la mangrove.

Mais c'est surtout le brusque développement des activités humaines de ces dernières décennies, poussées par la mondialisation et l'explosion démographique, qui provoque la disparition des mangroves : urbanisation déferlante sur les littoraux, extraction du sable pour la construction, rejets polluants des usines de traitement de phosphate, les causes sont nombreuses et accentuées par l'absence de planification et de gestion des territoires.

“
**METTRE EN SYNERGIE
LES ACTIONS DE TERRAIN,
LES APPORTS DE LA RECHERCHE
ET LES POLITIQUES PUBLIQUES**
”

Enfin, la pauvreté extrême des populations des mangroves, pousse les habitants à la surexploitation des ressources naturelles des mangroves, inhibant toute tentative de gestion durable sur le long terme par l'urgence impérieuse des besoins de survie du lendemain.

Car la mangrove foisonne de ressources vitales pour les populations : bois de chauffe ou de construction, poissons, coquillages et crustacés, sel, miel ou plantes médicinales qui permettent à des communautés souvent enclavées d'y collecter leurs moyens de subsistance.

La mangrove fournit également des services indispensables en protégeant les littoraux des tempêtes et de l'érosion côtière, en constituant des frayères¹ pour bon nombre d'espèces marines de haute mer, ou encore en séquestrant de grandes quantités de carbone dans le bois et le sol, ce qui représente un potentiel important d'atténuation du changement climatique lorsque la mangrove est conservée ou restaurée, ou au contraire une source d'émission de gaz à effet de serre lorsqu'elle est dégradée.

POURQUOI UN COLLOQUE MULTI-ACTEUR ?

Comprendre la complexité écologique des mangroves implique de croiser les études de différentes disciplines scientifiques. Par ailleurs, la diversité culturelle des populations vivant en interaction avec les mangroves recèle de techniques et systèmes traditionnels de gouvernance des territoires et des ressources de mangroves qui sont parfois mal compris ou non reconnus par les législations des états. Enfin, les actions des ONG de conservation et de développement peinent parfois à trouver synergie et cohérence. Il existe ainsi un besoin de coordonner et mettre en synergie les actions des acteurs de terrain avec les apports de la recherche et les politiques publiques.





C'est ainsi que plusieurs collectifs (voir encadré) d'acteurs des mangroves des littoraux ouest-africains et de Madagascar ce sont lancés dans une dynamique d'échange d'expériences et de concertation de leur actions respectives. Le consortium des ONG universitaires francophones Uni4coop, facilite ces échanges comme lors du colloque multiacteur organisé récemment au Togo, où se sont succédés présentations de travaux scientifiques, capitalisation d'expérience des gestionnaires de mangroves, plaidoyer des acteurs communautaires et visites de terrain.

DES COLLECTIFS D'ACTEURS POUR LA PRÉSERVATION DES MANGROVES :

- *Collectif 5 deltas : regroupe les acteurs des deltas des fleuves Sénégal, Saloum, Gambie, Casamance et Casheu. Une vidéo de présentation est disponible ici : <https://youtu.be/pYqUDp98D-w>*
- *Collectif des deltas du Golfe du Bénin : regroupe les acteurs des mangroves du Ghana, Togo et Bénin.*
- *Mihari : réseau pour la gestion locale des ressources marines à Madagascar. <https://mihari-network.org/fr/>*



QUELS RÉSULTATS DE CES RENCONTRES ?

Tout d'abord, le colloque multiacteur a permis l'identification de besoins de synergies entre acteurs universitaires et praticiens. « Les actions de sensibilisation de la population n'auront aucun effet si celles-ci n'ont rien à manger demain » faisait remarquer judicieusement une étudiante de l'Université de Lomé, montrant ainsi le besoin d'actions simultanées de développement, de conservation et de recherches. Des difficultés cependant subsistent pour cela, comme la nature des financements destinés soit à de la recherche, soit à la coopération au développement, soit à l'adaptation aux effets du changement climatique mais souvent sans passerelles entre eux.

La temporalité différente des projets de développement et de recherche est également souvent source d'incompatibilité : il est ainsi extrêmement difficile d'avoir un suivi sur plusieurs dizaines d'années pour mesurer les résultats des reboisements de mangroves effectués par des ONG et communautés locales.

Les rencontres ont permis également de co-construire une boîte à outils regroupant des expériences capitalisées par tous les acteurs présents sous forme de fiches techniques accessibles en ligne et adaptables dans d'autres contextes. Ces connaissances et savoir-faire sont par exemple des techniques durables de production d'huitres, de méthodes de reboisement de mangroves ou encore de normes de gestion ancestrales basées sur la sacralisation vaudou des mangroves.

Enfin, la mise en réseau de cette diversité d'acteurs, créée par les moments partagés d'échanges d'expertises, ont permis de faciliter les collaborations futures entre acteurs qui valoriseront leur complémentarités. Ainsi, à l'issue du colloque, plusieurs idées de projets de développement, d'études scientifiques ou de stages d'étudiants étaient déjà en construction.

Ainsi, le rôle des ONG universitaires comme interface entre le monde académique et du développement s'est pleinement confirmé. 🌱

PIERRE COLLIÈRE,
ECLOSIO

1 Frayère : zone de reproduction, dépôts des œufs et développement des alevins d'espèces aquatiques.



RÉHABILITATION DES PERSONNES DÉPLACÉES EN RAISON DU CLIMAT

L'EXPÉRIENCES DE FRIENDSHIP - BANGLADESH

Le Bangladesh, pays indépendant du Pakistan depuis 1971, couvre une superficie de 144 000 km², soit environ 4,5 fois la superficie de la Belgique, pour une population de plus de 162 millions d'habitants contre 11 millions en Belgique. Au Bangladesh, la densité de population est de minimum 1110 hab./km², ce qui en fait le pays le plus densément peuplé au monde après des micro-états tels que Singapour. À titre de comparaison, la Belgique a la 2e densité de population la plus importante en Europe avec 367 hab./km², juste derrière les Pays-Bas à 412 hab./km². Le PIB par habitant au Bangladesh est de +/- 1500 \$ alors qu'il est de 43 500 \$ en Belgique. Géographiquement, le Bangladesh est un grand delta, presque entièrement « enclavé » dans le territoire de l'Inde, dont le sol est fait principalement d'alluvions et de très peu de roche. Cet immense delta est le résultat de la convergence de trois fleuves - le Jamuna (Brahmapoutre) au centre, le Padma (Le Gange) à l'Ouest et le Meghna à l'Est - et d'une multitude d'autres rivières. En leur point de confluence, ces trois fleuves ont un débit supérieur à tous les fleuves et toutes les rivières d'Europe réunis ! Si le niveau de la mer monte d'un mètre, c'est 20 à 25% de la surface du pays qui sera sous eau en permanence. Déjà actuellement, la superficie de terres du pays peut diminuer jusqu'à 30% lors des moussons annuelles. En plus de la problématique qui nous occupe dans cet article, le Bangladesh ac-

cueille actuellement encore 1 millions de réfugiés du Myanmar venant principalement de la province de Rakhine (Arakan). Cette population à majorité musulmane, aussi appelée Rohingya, a fui le Myanmar en 2017 suite à ce qu'il est convenu d'appeler un nettoyage ethnique. Le Bangladesh a mis à disposition de ces réfugiés l'un de ses trésors les plus précieux : son sol. Le Bangladesh fait donc face à trois défis majeurs : la surpopulation, la pauvreté (25% de la population vit avec moins de 2 \$ par jour) et le changement climatique.

SURPOPULATION + PAUVRETÉ + CHANGEMENT CLIMATIQUE = MIGRATIONS

Le changement climatique est à l'origine de trois types de catastrophes majeures au Bangladesh. Tout d'abord, la fréquence des cyclones tropicaux a augmenté en raison d'une hausse des températures de la surface de l'océan Indien et du golfe de Bengale. Ensuite, les crues fluviales de grande ampleur sont attribuées à l'intensification du régime des pluies de mousson ainsi qu'à la fonte des glaciers himalayens induites par le réchauffement climatique. Enfin, le nord-ouest du Bangladesh a connu une plus grande incidence de sécheresses au cours de ces dernières décennies. Si la mer continue de s'élever dans la région du delta, les dégâts qui en résulteraient retarderaient les progrès du Bangladesh et jusqu'à 12% de la population serait sans abri (Rashid et Paul, 2014).

Les déplacements de populations sont l'une des conséquences les plus importantes de la dégradation de l'environnement et de l'impact du changement climatique au niveau mondial. Le premier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) identifiait déjà les déplacements de populations comme le principal impact du changement climatique. On estime que les chiffres des personnes déplacées pourraient atteindre 200 millions dans le monde d'ici 2050 (Myers et Kent, 1995; Myers 2001). Au Bangladesh, chaque année, des catastrophes naturelles entraînent des migrations à travers tout le pays. Les dangers auxquels font face les populations rurales comprennent l'érosion des berges des îles instables, les inondations, les vagues de froid, les orages, l'élévation du niveau de la mer, les tempêtes et cyclones tropicaux, la salinité des sols, la rétention d'eau, la sécheresse et les glissements de terrain. Entre 2008 et 2014, on estime que 4,7 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes naturelles dans le pays. Le gouvernement du Bangladesh a reconnu que d'ici 2050, une personne sur 7 (soit minimum 22 millions de personnes !) dans le pays sera déplacée en raison de l'impact du changement climatique. L'installation de ces réfugiés environnementaux posera un grave problème pour le Bangladesh à forte densité de population (BCCSAP 2009).



La pauvreté rend les populations rurales encore plus vulnérables aux catastrophes car elles auront d'autant plus de mal à se relever après une telle perturbation. La réhabilitation après un désastre étant souvent très difficile, beaucoup de ces personnes vulnérables vont migrer vers les villes du Bangladesh (Dhaka, Chittagong, Sylhet, Rajshahi, Khulna, Barisal, Jessore, Saidpur...)

L'ACTION DE FRIENDSHIP SUR LE TERRAIN

Dans ce contexte particulièrement complexe, Friendship, une ONG fondée au Bangladesh en 2002, a mis en œuvre un projet sur la Réduction des Risques de Catastrophes (Disaster Risk Reduction ou DRR) d'avril 2014 à avril 2017 avec le soutien de la Coopération au Développement et de l'Action Humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg à travers Friendship Luxembourg. L'objectif du projet était de réduire la vulnérabilité des personnes pauvres vivant dans des zones reculées afin de les rendre plus résilientes en cas de catastrophes naturelles. Le projet a été mis en œuvre dans 53 communautés des districts de Gaibandha et de Kurigram dans la région du nord, et des districts de Patuakhali, Barguna et Satkhira dans la région côtière du sud du Bangladesh. L'évaluation finale de ce projet, réalisée conjointement avec l'Institute of Disaster Management and Vulnerable Studies (IDMVS) de l'Université de Dhaka en avril 2017, a mis en lumière les résultats des interventions et a permis de mieux comprendre la tendance liée au risque, à l'adaptation et au déplacement. En 2014, au début du projet Friendship DRR - Disaster Risk Reduction, l'étude a révélé que 56% des migrations dans la zone du projet étaient dues à l'éro-

sion des berges, 6,6% aux inondations (dans la partie nord du Bangladesh) et 5,3% aux cyclones (partie sud du Bangladesh). Toutefois, l'étude récente, réalisée en avril 2017 dans les mêmes régions, prévoit que le taux de migration augmente en raison de l'intensification et de la fréquence des risques naturels. 85% des déplacements dans la zone d'étude étaient dus à l'érosion des berges des cours d'eau, dont 56% ont été influencés par les inondations et 3% par les cyclones. Une des solutions mises en place dans 14 localités par Friendship consiste à construire un village (« cluster village ») sur des socles de terre (« plinth » = digues) de forme ovale surélevés au-dessus du niveau d'inondation. Chaque socle peut accueillir en permanence de 20 à 25 familles et de 70 à 100 familles avec du bétail et des effets personnels peuvent s'y abriter en cas d'urgence (inondation). Ce type de village sur socle surélevé s'est révélé être une solution très efficace pour réhabiliter les personnes déplacées dans des zones sujettes aux inondations. Le projet a permis de réduire les dommages domestiques partiels de 53% à 50%, et les dommages domestiques totaux de 35% à 24% grâce à l'augmentation du nombre de maisons individuelles surélevées. Dans l'ensemble, l'approche a préparé la communauté en permettant aux bénéficiaires d'identifier la nature, l'emplacement, l'intensité et la probabilité des risques majeurs, de déterminer les éléments à risque pour résister et d'intégrer les perceptions locales dans les connaissances scientifiques pour réduire les pertes et dommages.

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE

La CIDRR (Community Initiated Disaster Risk Reduction) est une ap-

proche éprouvée de la résilience par la réduction des risques. L'expérience pratique de Friendship a montré que les communautés rurales pauvres n'ont souvent pas les moyens ou ne sont parfois pas en mesure d'entreprendre une action spécifique cruciale pour la réduction des risques de catastrophes. Pour qu'elle soit plus résiliente face à ça, une communauté doit d'abord prendre conscience de l'importance de la problématique pour qu'une solution puisse être mise en œuvre par elle-même. C'est pour cela que des *Friendship Disaster Management Committees* (FDMC) ont été constitués dans les communautés cibles. Ces FDMC sont des groupes communautaires composés d'une trentaine de villageois. Ce sont des lieux d'échanges, de sensibilisation, de formation et de travail. Les réunions mensuelles des FDMC sont la base-même du projet car cela permet de répondre aux besoins identifiés par les communautés elles-mêmes et, sur cette base, de renforcer leurs capacités. Parmi les formations dispensées au cours de ce projet, on mentionnera les formations sur le jardinage et l'élevage de volaille afin de promouvoir des activités génératrices de revenus et les formations sur l'alerte précoce, la recherche, le sauvetage, les premiers secours en étroite collaboration avec les bénévoles du programme gouvernemental *Cyclone Preparedness Program* (CPP) ainsi que des exercices d'intervention d'urgence ou des cours de prévention de la noyade et natation. Une fois par trimestre, les membres des FDMC invitent des voisins, personnes également exposées aux risques mais a priori moins vulnérables que les membres des FDMC, à participer à une réunion afin de partager les informations relatives aux plans de prévention et de réduction des risques.





DIGUES AUTOUR DES VILLAGES

Le projet CIDRR a également permis un soutien matériel et une assistance technique aux communautés. Des semences, arbustes... ainsi que du matériel de sauvetage et kits de premiers secours mais aussi des outils de première nécessité ainsi que du petit matériel ont été distribués dans les FDMC pour permettre aux personnes - qui bien souvent n'ont pas les moyens de se procurer ce genre d'outillage - de procéder aux réparations ou à la consolidation de leurs habitations afin d'être mieux protégés en cas de tempête tropicale ou de cyclone. Le développement des infrastructures reste au cœur de la réduction de l'impact des catastrophes et, par conséquent, Friendship poursuit également ses efforts pour faciliter les liens entre les communautés et les différentes institutions gouvernementales. L'implication des services publics locaux est en effet essentielle au bon déroulement et, à terme, à la pérennité du projet.

Cela a notamment permis de sensibiliser les autorités locales aux besoins de travaux de drainage dans certaines communautés afin que l'eau, lors de fortes pluies, puisse s'écouler, évitant ainsi des inondations rapides.

UN SOUTIEN CONTINU, MÊME DEPUIS LA BELGIQUE, RESTE PRIMORDIAL

Friendship compte plus de 10 ans d'expérience dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes au Bangladesh. Son ancrage local et son engagement de long terme ainsi qu'une approche holistique et intégrée permettent de mettre en place des solutions efficaces et durables. Dans un pays à l'environnement complexe, Friendship travaille avec les communautés les plus vulnérables exposées aux pires risques et effets des catastrophes naturelles afin que celles-ci puissent améliorer leur conditions de vie et mieux se relever après une catastrophe.

Friendship est aussi convaincue que l'expertise extérieure est fondamentale. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle a développé des partenariats dans des domaines très variés : santé, éducation, agronomie, écologie, droit, haute technologie... Avec la création en 2018 de Friendship Belgium, Friendship a étendu son réseau international qui n'est pas seulement une source de moyens financiers mais constitue aussi une plate-forme d'échange de compétences et d'idées. Friendship Bangladesh peut continuer à mener ses activités conformément à ses propres principes et objectifs, basés sur les besoins des communautés, tout en s'appuyant sur des organisations-relais qui établissent des contacts étroits avec les donateurs. C'est dans ce cadre-là, qu'il nous semble intéressant de terminer cet article en vous sensibilisant au fait que votre Université et chacun de ses membres, étudiants, personnel, enseignants, chercheurs, chacun à son ni-



veau de compétence, peut agir et avoir un impact au travers de la mise en place de projets de collaboration : mémoires, thèses, stages, recherches... Afin de renforcer une collaboration entre une ONG du Sud telle que Friendship avec des Universités du Nord, une plateforme est en cours d'implémentation au sein de l'ULiège. La plateforme Alaya aura comme but de mettre en relation les offres et les besoins de part et d'autre, que ce soit des projets en économie durable, en agronomie pure ou agro-alimentaire, dans le médical et la santé, l'éducation et les droits et devoirs civiques. Les migrations et les problèmes multiples auxquels le Bangladesh fait face n'est pas une fatalité. Avec une ONG comme Friendship active sur le terrain et vous et nous, Friendship Belgium, grâce à nos actions avec votre soutien et votre impli-cation personnelle les choses bougent, les choses changent vers un mieux pour le bien de tous, nous y compris!

Est-il nécessaire de rappeler dans un cadre universitaire et sans trop forcer le trait que si le premier pays au monde à faire face à un danger - non pas imminent mais déjà présent et déjà vécu - de migrations climatiques massives pour des millions d'êtres humains impératives à leur survie immédiate, c'est aussi parce qu'à l'autre bout de la planète nous n'avons pas les comportements appropriés à la survie, non pas d'une population d'un pays lointain, mais bien à la survie de notre propre espèce. La Terre, elle, en a vu d'autres, la Terre, elle, nous survivra, n'ayez crainte...! 🌍

PIERRE SCHMITZ,
FRIENDSHIP BELGIUM
& STÉPHANE VAN HAUTE,
FRIENDSHIP LUXEMBOURG

Pour en savoir plus :

- www.friendship.ngo
- YouTube :
 - 1/ La chaîne : « Friendship NGO Bangladesh » et particulièrement :
 - 2/ Climate change in Bangladesh, film de Yann Arthus Bertrand <https://www.youtube.com/watch?v=Oap1YVygjicM&t=159s>
 - 3/ Toujours très intéressante, l'émission « Le dessous des cartes » de Jean-Christophe Victor de 2013 : www.youtube.com/watch?v=a7tWPI9aR7Y



Envie de...

Prendre la plume

dans notre magazine *Cultivons le Futur*

Prendre le micro

dans notre émission radio *Voix Solidaires*

Mener des actions de sensibilisation

sur votre campus

Vous former et échanger

sur des thématiques sociales et environnementales

Mettre vos compétences au service

de la solidarité internationale

Contactez-nous!

gwendoline@eclosio.org pour Gembloux

claire.brouwez@eclosio.org pour Liège

Vous souhaitez nous soutenir?

Faites un don! Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro que vous versez nous permet de mobiliser jusqu'à 10 euros pour nos actions. Votre soutien financier est indispensable à la réalisation de nos projets. Contribuez à nos actions en faisant un don sur le compte BEO4 5230 8027 2831 (attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €).

Merci de votre soutien!

Eclosio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

